

**Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la mise à jour de la situation  
administrative ICPE du site,  
Société FRAGRANCE PRODUCTION située à Chartres  
ICPE n°413535**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** le Code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;

**Vu** la nomenclature des installations classées ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°3000 du 2 novembre 1993 autorisant FRAGRANCE PRODUCTION S.A. (usine LANCASTER) à exploiter le site situé en zone industrielle Poillot à Chartres ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024 portant délégation de signature au profit de Mme Agnès BONJEAN, secrétaire générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

**Vu** la lettre préfectorale du 7 août 2020 actant le régime d'enregistrement du site et le bénéfice de l'antériorité ;

**Vu** le dossier relatif à la situation de l'établissement dans la nomenclature ICPE transmis le 13 février 2025 ;

**Vu** la visite d'inspection du 13 juin 2025 et le rapport de l'inspection du 7 juillet 2025 ;

**Vu** la transmission, à l'exploitant, du projet d'arrêté complémentaire, le 11 juillet 2025 ;

**Vu** l'absence d'observation de l'exploitant sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Considérant** que la société FRAGRANCE PRODUCTION a démantelé les deux chaudières à gaz de son site ;

**Considérant** que la rubrique ICPE 2910-A.2 ne figure plus dans la situation administrative ICPE du site ;

**Sur proposition** de la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

## ARRETE

### Article 1. Généralités

La société FRAGRANCE PRODUCTION exploitant une installation de production d'eau de toilette située rue Edmond Poillot BP 855 à Chartres est soumise aux prescriptions suivantes.

### Article 2. Nomenclature ICPE du site et prescriptions relatives aux rubriques

Le tableau des rubriques de la nomenclature ICPE suivant annule et remplace le tableau de classement de la lettre préfectorale du 7 août 2020 :

Rubrique	Régime	Libellé	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
1510-2.b	E	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Magasin principal : 51 000 m <sup>3</sup> ; Magasin SNAPPON : 18 000 m <sup>3</sup>	Volume	≥ 50 000 m <sup>3</sup> et < 900 000 m <sup>3</sup>	69 000 m <sup>3</sup>
4331-2	E	Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 à l'exception de la rubrique 4330	Alcool éthylique : stockage enterré de 40 m3 (soit environ 32 t) et 2 ateliers de fabrication contenant 408 m3 (soit environ 326,4 t)	Quantité totale susceptible d'être présente	≥ 100 t et < 1 000 t	358,4 t
2925	NC	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques	Local de charge : 4 unités de 2,71 kW et 6 unités de 6,26 kW	Puissance	50 kW	48,4 kW
1185-2*	NC	Emploi dans des équipements clos en exploitation de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n°842/2006 ou de substances qui appauvrissent la couche d'ozone par le règlement (CE) n°1005/2009	Installations frigorifiques ou climatiques ayant des capacités unitaires inférieures à 2 kg	Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente	≤ 300 kg	9 kg

Ce présent arrêté annule les prescriptions relatives aux chaudières qui sont prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 novembre 1993.

### **Article 3. Délais et voies de recours**

#### **A – Recours contentieux**

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

- 1) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture .

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télé recours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

#### **B – Recours administratif**

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois :

- recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté - place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,
- recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia - 92055 La Défense CEDEX.

Tout recours (excepté le télé recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

### **Article 4. Notifications-publications**

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture d'Eure-et-Loir pendant une durée minimale de 4 mois.
- 3) Une copie de l'arrêté est transmise à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire

### **Article 5. Exécution**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le 25 AOUT 2025

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale

  
Agnès BONJEAN

